

Questions orales

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LE MOTIF DE LA RESTRICTION DE LA HAUSSE DE SALAIRES
ACCORDÉE AUX EMPLOYÉS D'ATLANTIC SUGAR

M. Mike Landers (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre a-t-il eu l'occasion d'enquêter sur les diminutions de salaires à la raffinerie de l'Atlantic Sugar à Saint-Jean et, si oui, qu'a-t-il découvert?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur. La Commission a conclu qu'elle devait permettre une hausse générale de 8.29 p. 100 étant donné que la convention précédente avait été renégo-ciée avant son expiration. De fait, il y avait eu possibilité de rattrapage avec l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. La Commission a indiqué qu'elle rencontrera la société aujourd'hui et le syndicat probablement demain. Elle est prête à remettre la question à l'étude à la lumière des faits dont les parties en cause pourront lui faire part.

* * *

● (1450)

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ON DEMANDE SI LE MINISTRE CONNAISSAIT LA TENEUR DU
TÉMOIGNAGE DU JUGE LAMER À LA CECO

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports, pour faire suite à la question que j'ai posée la semaine dernière, soit le 24 mars, au ministre de la Justice. Ce dernier m'a répondu ce qui suit:

Le président désigné fut nommé vice-président il y a quatre ans environ, et il semble que la question fut alors étudiée par mon prédécesseur.

Comme le ministre des Transports était ce prédécesseur, je lui pose donc la question: Le ministre était-il au courant à ce moment-là que le juge Lamer, qui a été nommé président de la Commission de réforme du droit, a comparu à huis clos devant le juge Réal Brunet, à la Commission d'enquête sur le crime organisé, et s'il connaît la teneur du témoignage du juge Lamer?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il est d'usage, je pense, de ne pas poser de question à un ministre à propos de ses fonctions antérieures. Je suis certain que mon collègue prendra note de la question et qu'il communiquera avec le député.

[M. Trudeau.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ACCORD AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE POUR L'INSPECTION
RÉCIPROQUE DES TERRAINS D'ESSAIS NUCLÉAIRES—
DEMANDE DE CONFIRMATION

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-il confirmer si les négociateurs soviétiques et américains se sont entendus sur la nécessité d'inspecter les terrains d'essais nucléaires de l'un et l'autre pays?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, je ne puis le confirmer.

* * *

LES FINANCES

LA PROPOSITION DES ENSEIGNANTS UNIVERSITAIRES POUR
LA RECONDUCTION TRIENNALE DES ARRANGEMENTS
FINANCIERS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances et je regrette de ne pas avoir eu l'occasion de l'en prévenir. A l'occasion de la réunion des ministres des Finances qui aura lieu bientôt, le ministre accueillera-t-il favorablement la proposition de l'Association canadienne des enseignants universitaires que les arrangements financiers soient reconduits pour trois ans? C'est une question vitale pour les provinces de l'Atlantique. En outre, le ministre tiendra-t-il compte du fait que l'inflation a de graves répercussions non seulement pour le Collège du Cap-Breton, mais pour tous les institutions d'enseignement?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, deux vieux amis, le député de Saint-Boniface et le député de Halifax, m'ont dit à peu près la même chose sur le même sujet. J'en tiendrai compte et, comme le député l'a mentionné, nous en discuterons au cours des prochains jours.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS DE SÉCURITÉ AUX
AÉROPORTS—DEMANDE D'UNIFORMISATION

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. De nouveaux règlements de sécurité limitant les dimensions des bagages que les voyageurs apportent avec eux à bord des avions commerciaux entreront partout en vigueur à partir de demain—ce qui me porte à croire que la sécurité était sacrifiée depuis quelque temps—aussi j'aimerais demander quand le gouvernement s'assurera que les autres règles de sécurité seront appliquées uniformément dans les aéroports relevant du ministère des Transports? Par exemple, au cours de la fin de semaine du 19 au 21 mars, un membre de l'équipe de hockey P.C. Nationals a été autorisé à apporter avec lui ses patins dans les aéroports d'Ottawa et d'Halifax alors qu'on le lui a refusé à l'aéroport de Moncton. On lui a dit à titre d'explication que l'aéroport de Moncton était le centre de la sécurité et qu'il y avait des responsables qui pouvaient exercer une surveillance.

Une voix: Il semble y avoir des lacunes quelque part.